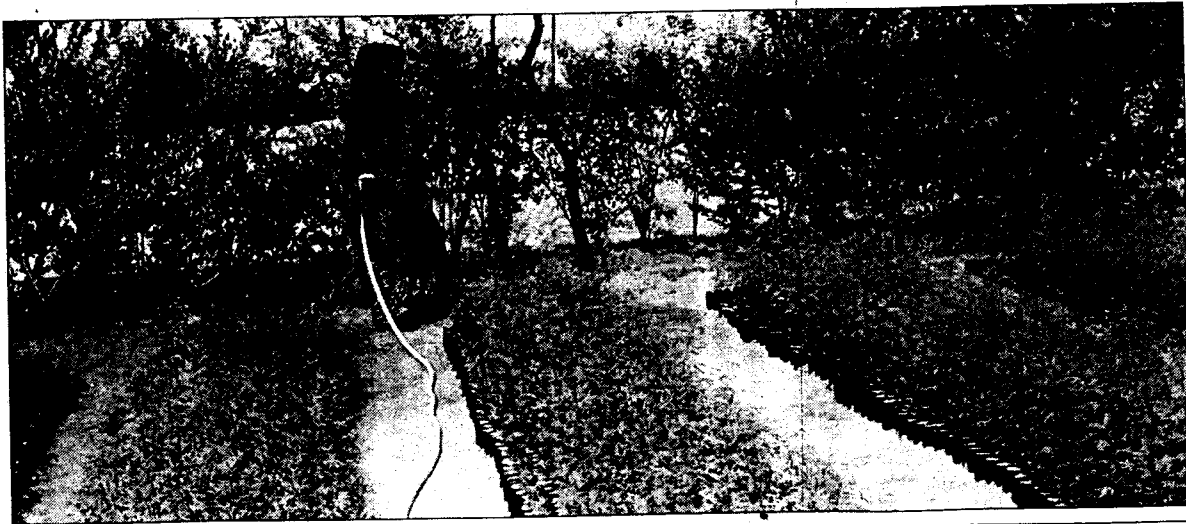


# Les défis et la problématique du bien-être

**L**a pauvreté, voilà un concept polysémique? En fait, depuis quelques décennies la communauté internationale tente de cerner le sens de ce mot qui constitue en soi un des principaux maux des temps modernes. Néanmoins, gouvernements et organisations internationales sont aujourd'hui d'accord pour dire que la pauvreté a de nombreuses dimensions.

Elles peuvent aller de conditions de santé insuffisantes et du manque d'instruction à d'autres dimensions non matérielles du bien-être, telles que disparités entre les sexes, insécurité, impuissance et exclusion sociale.

Cette complexité conduit



certains organismes spécialisés à parler actuellement de développement humain durable où l'homme et la femme ont les mêmes chances d'épanouissement dans tous les domaines.

Pour le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), "le développement humain se définit comme un processus d'élargissement des choix humains." La pauvreté est par conséquent un déni des possibilités et des choix les plus fondamentaux pour le développement humain (mener une vie longue, saine et créative et jouir d'un niveau décent de vie, de liberté, de dignité, de respect de soi et de respect des autres)...

SUITE EN PAGE 3

# Pauvreté, environnement et égalité homme-femme Les défis et la problématique

## du bien-être

C'est pour soulager les personnes, vivant en situation de pauvreté chronique et celles souffrant temporairement de la pauvreté, que les gouvernements nationaux ont mis en place des mécanismes appropriés pour juguler ce fléau. Dans ce cadre, l'état mauritanien met en oeuvre depuis 2001 un cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP) dont les premiers résultats sont salués par tous ses partenaires, à commencer par les bénéficiaires.

S'appuyant sur une vision stratégique de la Mauritanie aux horizons 2010 et 2015, le CSLP s'articule autour des axes stratégiques suivants : l'accélération de la croissance économique et le renforcement de la compétitivité de l'économie nationale, l'amélioration rapide des indicateurs de la pauvreté, la promotion d'un développement régional équilibré et d'un aménagement harmonieux du territoire, la promotion de l'équité et de la pleine participation des populations.

Ramener la proportion des Mauritanien(ne)s vivant au-dessous du seuil de la pauvreté à 27 % à l'horizon 2010 et à 17% à l'horizon 2015 ; atteindre avant l'horizon 2015 les objectifs du millénaire pour le développement social (scolarisation universelle, alphabétisation des adultes, santé pour tous, accès à l'eau potable...) et promouvoir un développement régional équilibré et respectueux de l'environnement sont des objectifs dont la réalisation est bien entamée.

La mise en œuvre du premier plan quadriennal du CSLP (2001-2004) a enregistré des résultats louables dans les domaines du développement rural, du développement urbain, de l'éducation, de la santé et de l'hydraulique.

Les projets d'alimentation en eau potable, l'habitat social, la restructuration des quartiers pauvres de Nouakchott, l'assainissement, la lutte contre la mendicité, l'appui aux coopératives agricoles en difficulté, l'insertion des diplômés chômeurs, la formation professionnelle, l'alphabétisation, l'appui aux activités génératrices de revenus, le partenariat avec les boulangeries, le programme de micro-finance et de micro-entreprise, le projet de réduction de la pauvreté, le Fonds Mauritanie-Canada de lutte contre la pauvreté, le projet de lutte contre la pauvreté dans l'Afrot sud et le Karakoro, le projet de promotion de la pierre taillée (...) sont autant d'actions enclenchées en Mauritanie en vue de combattre la pauvreté et promouvoir les droits humains.

Comme dans le reste du monde, en Mauritanie l'on est conscient que la pauvreté est principalement rurale. Plus de la moitié des pauvres du pays vivent en zone rurale. On est aussi conscient que la pauvreté en ville augmente. D'où les projets de lutte contre la précarité dans les bidonvilles de Nouakchott (Kebba

et autres quartiers pauvres). Mais, comparées aux populations urbaines, les populations rurales sont souvent coupées des possibilités économiques et ont moins facilement accès aux services sociaux de base. C'est pourquoi de nombreuses actions sont menées pour venir en aide au monde rural où la sécheresse persistante et les invasions acridiennes rendent jour après jour les ressources de plus en plus rares et difficiles d'accès.

Ces actions visent aussi à augmenter la croissance des rendements et à atténuer la dégradation des ressources naturelles. L'insécurité alimentaire et la malnutrition, qui constituent de graves problèmes de population, font aussi l'objet d'une attention particulière en Mauritanie. En cette année marquée par un déficit pluviométrique sévère et une invasion acridienne sans précédent, les autorités administratives concernées sont sur tous les fronts pour écouter et assister les citoyens éprouvés par ces catastrophes naturelles.

Pour améliorer la sécurité alimentaire et le revenu dans les zones rurales, l'accent est mis sur l'accroissement de la productivité agricole tout en essayant de la protéger.

Cela peut aussi sécuriser les zones écologiquement fragiles, et les ressources épuisables. Les efforts qui tendent à accroître la production agricole en améliorant les rendements, la technologie, l'accès aux intrants et aux marchés, et en privilégiant des cultures plus rentables sont un moyen de résoudre à la fois les problèmes de croissance, d'équité et d'environnement dans les zones rurales. La promotion des cultures maraîchères à travers tout le pays, l'appui aux coopératives agricoles, le développement de l'agriculture irriguée et la diversification agricole sont autant d'actions conçues pour assurer la sécurité alimentaire dans le pays, malgré l'hostilité des conditions climatiques.

Comme les familles rurales pauvres tirent en général leur revenu d'une multitude d'activités dont une partie seulement sont agricoles, il est recommandé de les aider à développer des techniques qui leur assurent la subsistance sans porter atteinte à l'environnement. Beaucoup de familles puisent ainsi dans les ressources naturelles : ramassage de bois de feu, fabrication de charbon de bois, pêche, chasse, artisanat, cueillette de produits forestiers tels que plantes médicinales, fruits, etc. L'environnement peut donner mais au fur et à mesure que la pression augmente, il peut arriver qu'il n'ait plus rien à donner ! Alors, les ruraux n'ont d'autres choix que de quitter leurs terroirs pour les centres urbains où la pauvreté est beaucoup plus difficile à supporter du fait de la dislocation des rapports d'entraide qui cimentaient les communautés traditionnelles, surtout en



milieu rural.

En Mauritanie, un accent particulier est mis sur l'amélioration de l'accès aux moyens de financement dans le cadre de la lutte contre la pauvreté. Le crédit est reconnu comme étant un domaine d'action prioritaire pour promouvoir le développement dans le secteur rural. De nombreux programmes de prêt privilégient les micro-crédits pour permettre aux individus et aux ménages d'élargir leurs possibilités de revenus.

Le projet des caisses d'épargne et de crédit (PROCAPEC) en constitue un exemple éloquent

Il a déjà permis l'octroi de 3.6 milliards d'ouguiyas de crédit à 17.000 adhérents répartis sur plus d'une vingtaine de sites à travers le pays. "L'objectif est aujourd'hui de généraliser ces caisses à l'ensemble des capitales départementales. Cela adviendra rapidement", a assuré le Président de la République Monsieur Maaouya Ould Sid'Ahmed Taya, le 28 avril dernier dans un discours prononcé à Akjoujt (capitale de la wilaya de l'Inhiri) où il a posé la première pierre de l'usine de traitement du cuivre sulfuré de la ville.

C'est dire que les stratégies de lutte contre la pauvreté et de la dégradation de l'environnement et de l'égalité homme-femme sont bien définies en Mauritanie. D'abord, il y a une ferme volonté politique d'éradiquer la pauvreté. Les conditions visant la redistribution des ressources (ou des droits d'accès aux ressources) au profit des secteurs plus démunis de la société sont aussi envisagées. La recherche de situations avantageuses pour tous les citoyens continue, surtout par une réaffectation des ressources au profit des populations pauvres des villes et des campagnes.

La volonté politique de l'Etat de défendre la cause des populations défavorisées peut aujourd'hui se mesurer à travers son engagement à soutenir et renforcer l'Etat de droit en faveur des populations pauvres et vulnérables.

En tout cas, une prise de décision communautaire et un dialogue transparent ne sauraient voir le jour en l'absence de volonté politique au niveau le plus élevé, reconnaissent tous les spécialistes des questions de développement humain durable. Et vouloir éradiquer la pauvreté, c'est comprendre les interactions entre pauvreté, environnement et égalité homme-femme.

Samba Demba Barry